

## Burundi : au moins quatre "Imbonerakure" tués à Bujumbura par des rebelles

@rib News, 06/02/2016 - Source AFP Au moins quatre Imbonerakure, des membres de la Ligue des jeunes du parti au pouvoir au Burundi, ont été tués et quatre blessés dans la nuit de vendredi à samedi, lors d'une attaque des rebelles dans le sud de Bujumbura, selon des témoignages d'habitants. Cette attaque, menée contre une position de la police à Gikoto, sur les hauteurs surplombant le quartier de Musaga, a été revendiquée par les Forces armées publiques Burundi (FOREBU).

Sur son compte Twitter, cette rébellion a affirmé que « 4 policiers » avaient été tués, « 5 blessés » et que 4 caisses de munitions avaient été saisies, sans qu'elle n'ait elle-même subi de perte. Mais, selon des témoignages d'habitants, les quatre tués seraient en fait des Imbonerakure, les membres de la Ligue de jeunesse du parti présidentiel, le CNDD-FDD, que l'ONU a qualifiée de « milice » et qui est accusée d'intimider les opposants, et leur quatre compagnons blessés, participaient aux côtés de la police aux arrestations et exécutions de jeunes « criminels » de Musaga, d'après ces témoignages. Le terme « criminels » désigne pour les autorités les ayant pris les armes contre le président Pierre Nkurunziza. Un soldat, intervenu avec quelques collègues depuis une position voisine, a également été blessé, selon la même source. Contacté samedi, le porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye, s'est refusé à tout commentaire. Un cinquième Imbonerakure a été tué par balles samedi vers 11h00 à Musaga par un groupe armé, selon une source policière sur place. Le Burundi est plongé dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat sociétal civil et l'opposition juge ce troisième mandat contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha, qui a mis fin à la guerre civile (1993-2006). Plus de 400 personnes ont été tuées depuis le début de la crise, qui a poussé 230.000 personnes à l'exil. La capitale est désormais le théâtre de nombreuses exécutions extrajudiciaires, d'accrochages nocturnes réguliers, tandis que les auteurs d'un coup d'Etat avorté en mai ont promis de renverser le gouvernement si nécessaire.